



**BUDGET PRIMITIF 2021**  
**BUGGETTU PRIMU 2021**

**LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

## S O M M A I R E

---

### **I – LE RAPPORT AU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

Présentation générale	Page 1
-----------------------	--------

#### **I.1) Les opérations d’intervention et de développement**

1) la présentation par programme	Page 2
2) la présentation par financeur	Page 3
3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes	Page 5

#### **I.2) La section d’exploitation du Budget Principal**

1) les dépenses	Page 13
2) les recettes	Page 20

#### **I.3) La section d’investissement du Budget Principal**

1) les dépenses	Page 26
2) les recettes	Page 30

#### **I.4) La section d’exploitation du Budget Annexe Feader**

1) les dépenses	Page 32
2) les recettes	Page 33

<b>I.5) La section d’investissement du Budget Annexe Feader</b>	<b>Page 33</b>
---	----------------

## **I) Le rapport au Conseil d'Administration**

### **Présentation générale**

Le budget primitif de l'exercice 2021 inclut le budget principal et le budget annexe Feader.

Il comprend la section d'exploitation et la section d'investissement :

- La première décrit les opérations affectant le résultat de fonctionnement.
- La seconde retrace les opérations relatives à la composition du patrimoine.

Le budget primitif 2021, qui est soumis au Conseil d'Administration, permet d'arrêter les autorisations de dépenses présentant un caractère limitatif, et les prévisions de recettes dans le cadre de l'autorisation préalable.

La méthode de vote proposée, qui est soumise à votre décision, consiste à procéder à un vote par chapitre.

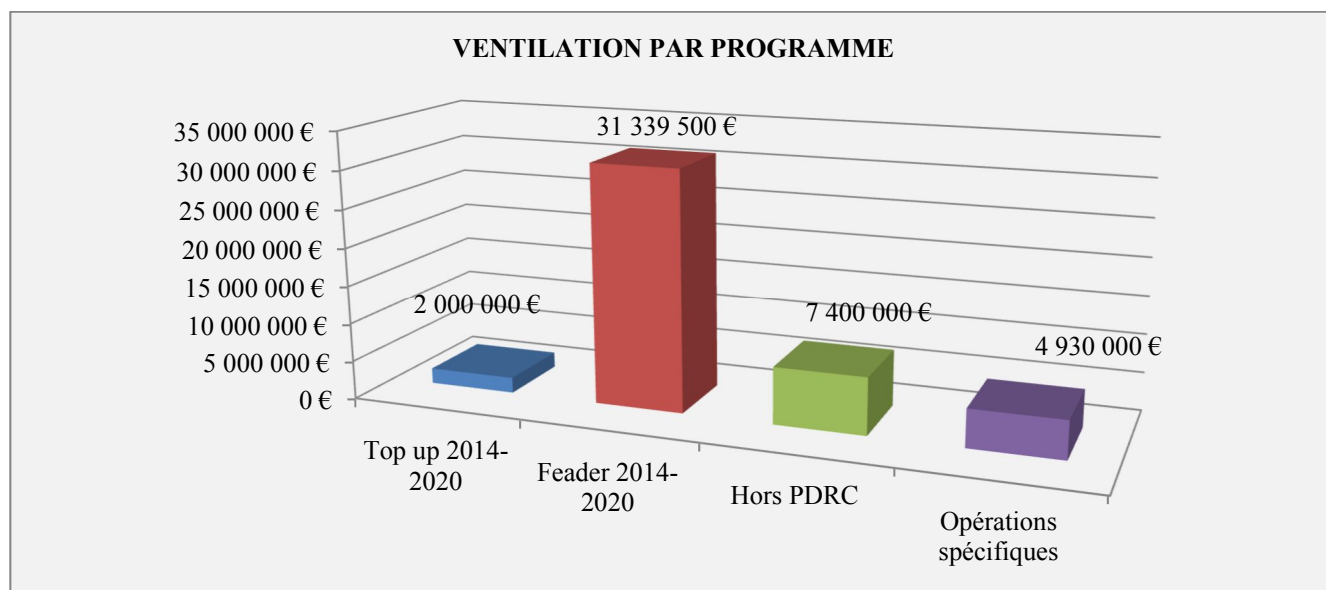
Le rapport au Conseil d'Administration examine successivement les opérations d'intervention et de développement, les sections d'exploitation et d'investissement du budget principal et du budget annexe Feader.

## I.1) Les opérations d'intervention et de développement

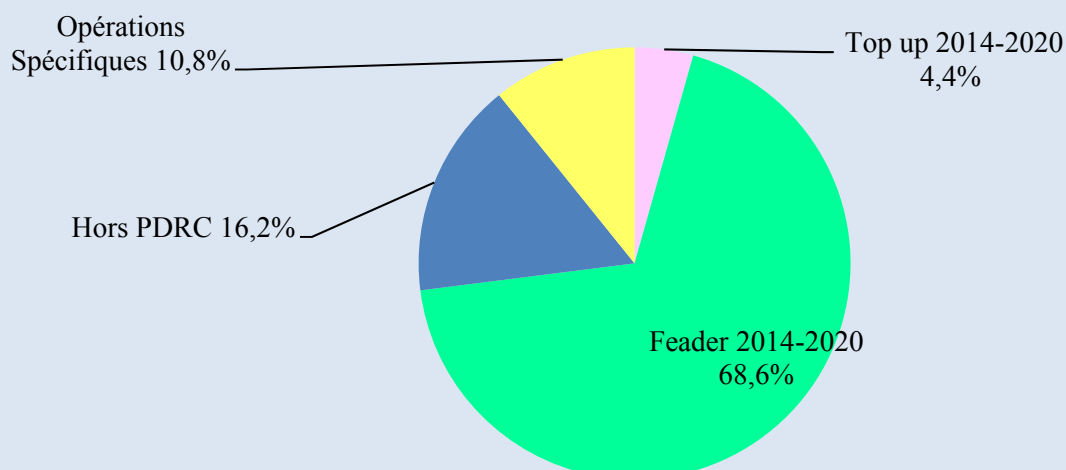
### 1) La présentation des interventions par programme

Au cours de l'exercice 2021, il est prévu de mettre en œuvre 45,6 millions d'euros d'aides et autres concours dont :

- ✓ 31 339 500 €, soit 68,6 % du total des interventions prévues, concernent le programme FEADER 2014-2020. Par ordre décroissant d'importance l'Union Européenne contribue pour 20 689 500 €, l'Etat pour 6 455 000 €, la Collectivité de Corse pour 4 130 000 € et les autres financeurs pour 65 000 €.
- ✓ 2 000 000 €, soit 4,4 % des interventions, relèvent du programme Top Up deuxième composante du PDRC. La Collectivité de Corse en finançant 1 800 000 € et l'Etat 200 000 €.
- ✓ 7 400 000 €, soit 16,2 % des interventions, afférents au programme hors PDRC. La Collectivité de Corse étant l'unique contributeur de ce programme
- ✓ 4 930 000 €, soit 10,8 % des interventions, relatifs au programme Opérations Spécifiques. La CDC finance le programme à hauteur de 4 670 000 € et l'Etat pour 260 000€.



### VENTILATION DES INTERVENTIONS SELON LES PROGRAMMES EN %



## 2) La présentation des interventions par financeur

La répartition des interventions par financeur déclinée par programme est la suivante :

Programmes/Financeurs	U E	Etat	CDC	Autres	Total euros
Top up 2014-2020		200 000	1 800 000		2 000 000
Feader 2014-2020	20 689 500	6 455 000	4 130 000	65 000	31 339 500
Hors PDRC			7 400 000		7 400 000
Opérations spécifiques		260 000	4 670 000		4 930 000
<b>Total euros</b>	<b>20 689 500</b>	<b>6 915 000</b>	<b>18 000 000</b>	<b>65 000</b>	<b>45 669 500</b>
<b>Répartition %</b>	<b>45,3%</b>	<b>15,2%</b>	<b>39,4%</b>	<b>0,1%</b>	<b>100%</b>

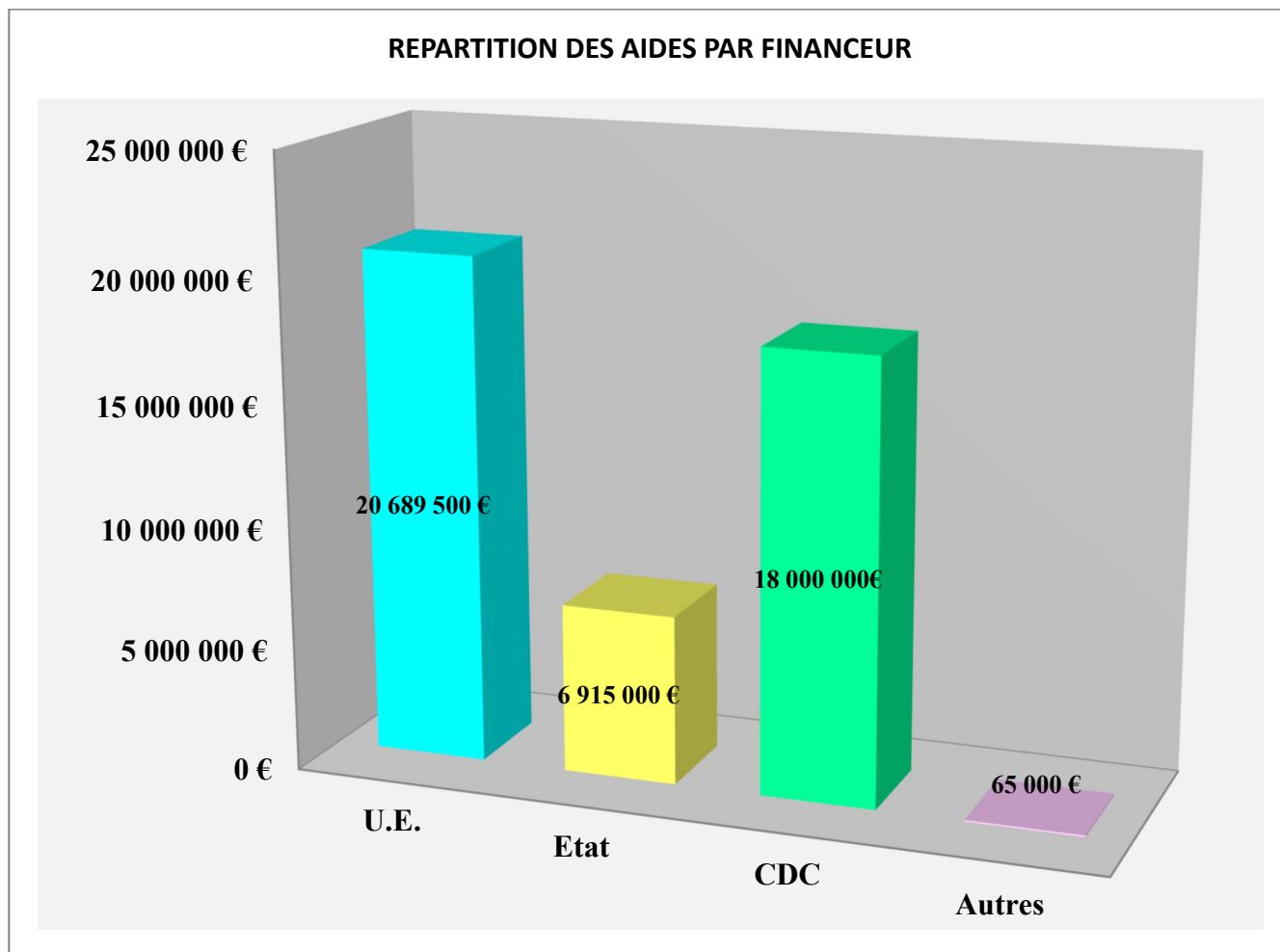
Les dépenses d'interventions prévues se répartissent budgétairement comme suit :

- ✓ Au budget principal pour 24 980 000 € dont :
  - 500 000 € de dépenses en section d'investissement au chapitre 26 au titre des fonds de financement générant un droit à retour des opérateurs financiers gestionnaires de ces fonds.
  - 24 480 000 € de dépenses en section d'exploitation au chapitre 65 pour les contributions financières nationales en provenance de la Collectivité de Corse, de l'Etat et de l'Agence de l'eau, au titre des programmes fléchés plus haut.
- ✓ Au budget annexe pour 20 689 500 € au chapitre 65 en section d'exploitation pour les aides émanant de l'Union Européenne dans le cadre du programme Feader.

Tous programmes confondus, l'Union Européenne contribue pour 45,3 % (20,7 M€) de l'ensemble des interventions prévues, la Collectivité de Corse pour 39,4 % (18 M€), l'Etat à hauteur de 15,2 % (6,9 M€) et les autres financeurs pour 0,1 % (0,06 M€).

On remarquera que l'Etat attribue environ 93 % de ses crédits à la contrepartie du programme FEADER (6,4 M€ sur un total de 6,9 M€) à travers principalement les mesures surfaciques, celles relevant de la modernisation des exploitations et l'installation des jeunes agriculteurs.

La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



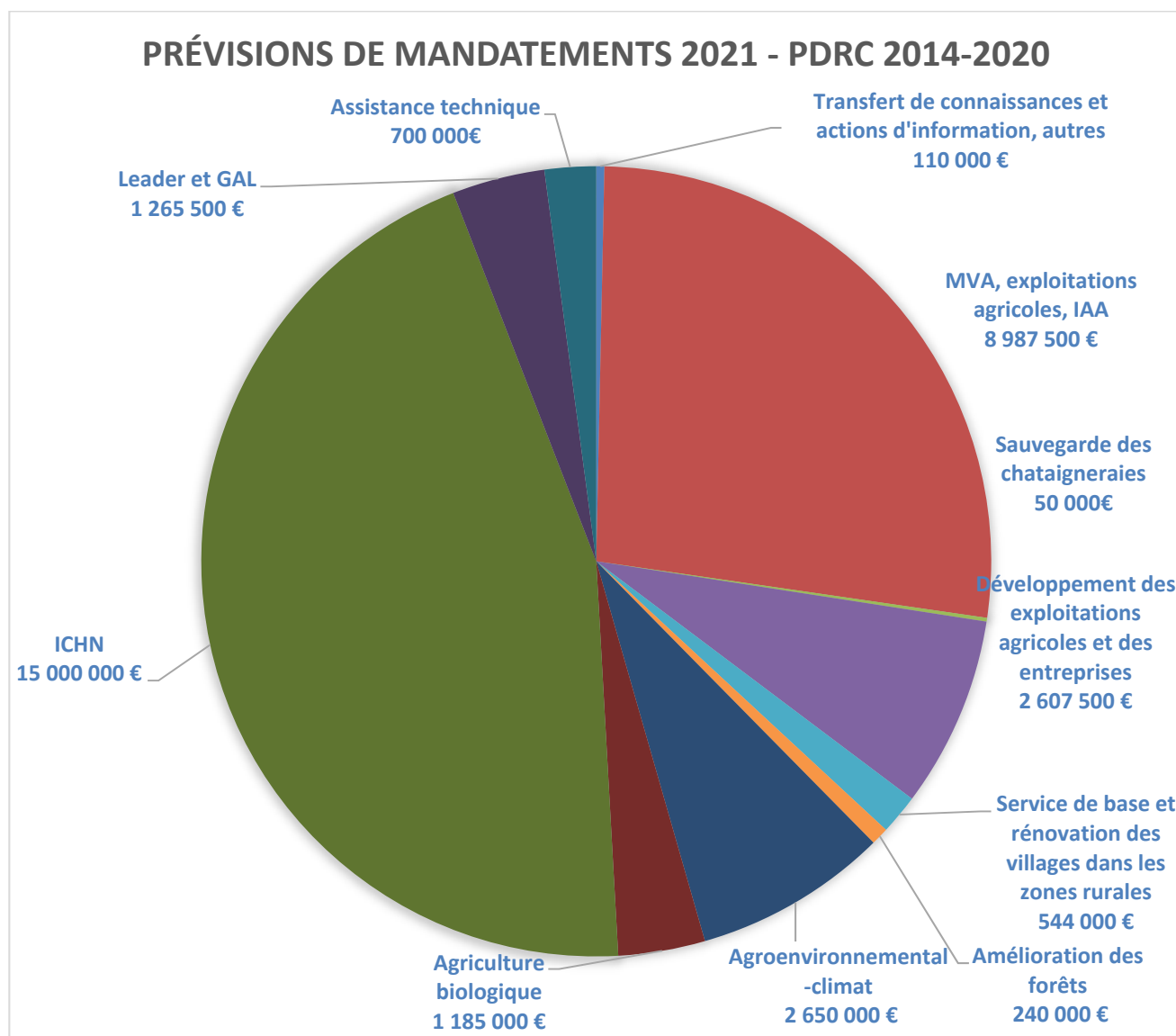
### 3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions principales de l'Office, relevant des dispositifs PDRC 2014-2020, mobilisent 33 339 500 € d'aides, celles afférentes aux actions hors PDRC 7 400 000 € et enfin, celles relatives aux Opérations Spécifiques 4 930 000 €.

Les principaux mandatemements d'aides prévus se répartissent dans les natures d'interventions ci-après.

#### ➤ Au titre du PDRC 2014-2020

Le diagramme circulaire ci-dessous retrace les mandatemements prévus par action ou groupe d'actions.



✓ **Huit dispositifs ou groupes de dispositifs du PDRC** (tous financeurs confondus) sont à signaler au regard de leur impact financier ; ils représentent 97 % des interventions au titre du programme pour l'exercice 2021 :

- **15 000 000 € pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels.**

Cette mesure vise à maintenir les activités agricoles dans des zones rurales où les conditions d'exploitation sont difficiles, notamment en raison de conditions pédoclimatiques défavorables à l'exploitation des terres. Ces milieux défavorisés, sont menacés de déprise alors que l'activité agricole y est essentielle pour le maintien des paysages ruraux et la préservation des ressources naturelles. Il peut s'agir de zones montagneuses, de territoires à forte pente, de zones humides ou encore de zones sèches. L'agro-pastoralisme et l'élevage herbager sont généralement prédominants sur ces territoires.

Cette mesure permet aussi de compenser une partie des pertes de revenu et des coûts supplémentaires des exploitations agricoles situées dans ces zones par rapport à celles implantées en zones de plaine, afin de les inciter à poursuivre leur activité.

Le volume d'aide pour l'exercice 2021, calculé sur la base d'un taux de cofinancement de 75 % de FEADER et de 25 % de contrepartie Etat, comprend le solde de la campagne 2020 et le premier acompte de la campagne 2021.

- **8 987 500 € relatifs au financement des investissements physiques**

Cette mesure soutient les investissements visant l'amélioration des performances économiques et environnementales des secteurs agricole et sylvicole.

En Corse l'accès au foncier est un enjeu majeur. Il constitue souvent un obstacle à l'installation et au développement de l'agriculture. Un phénomène de périurbanisation grandissant accompagne la disparition de terres à haut potentiel agricole et une spéculation sur le prix du foncier. Cela se traduit notamment par une baisse des surfaces en cultures pérennes, par exemple au titre des cultures arboricoles (kiwi, amande, châtaigne, prune) et agrumicoles. Dans les zones en déprise, en particulier en montagne, le foncier agricole est très morcelé et l'obtention de baux s'avère donc problématique. Le relief handicape l'accès aux parcelles et la logistique des exploitations. Ainsi au cours des années, les effectifs ovins-caprins et porcins, de même que les surfaces en culture, ont diminué alors que la production agricole corse ne satisfait qu'un tiers du marché local.

De plus, un déficit de réalisation des documents d'urbanisme rend difficile la protection des zones agricoles et leur mobilisation. A travers deux dispositifs d'aides, le PDRC vise donc à couvrir les besoins en protection, mobilisation et équipement du foncier agricole, en favorisant la reconquête et la gestion des parcours pastoraux et des cultures pérennes. Dans ce cadre, il est prévu pour 2021 :

- Une aide aux investissements dans les exploitations agricoles et une prise en charge de travaux d'aménagements parcellaires à l'échelle des exploitations, à hauteur de 7 950 000 €.
- Le premier dispositif de mise en valeur et d'équipement des exploitations agricoles a pour ambition d'augmenter la productivité ou de diminuer les coûts de production ainsi améliorant la valeur ajoutée ; de mieux organiser la chaîne de travail ou d'optimiser les processus de production ; et d'améliorer l'impact environnemental. Il s'agit d'intervenir sur l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles par la réalisation d'investissements structurants et d'équipements de ces dernières.

La modernisation des outils de travail permet par conséquent de conforter les filières d'élevage et de production végétale en répondant aux besoins de restructuration des unités d'élevage ; aux impératifs de reconquête et de gestion des parcours pastoraux ; ainsi que de pérennisation de l'arboriculture. Le deuxième dispositif de prise en charge de travaux d'aménagement permet de financer les exploitants pour l'implantation de cultures pérennes viticoles ou fourragères, le débroussaillage de parcours, la mise en place de l'irrigation, les clôtures et l'accès aux parcelles.

- Une aide aux investissements à vocation collective concernant des infrastructures structurantes dans les secteurs agricole et forestier pour le territoire ; et un soutien aux démarches collectives de valorisation de l'espace agricole, essentiellement liées au pastoralisme pour 137 500 €, améliorant les infrastructures et organisant les zones pastorales selon les préconisations des plans de gestion de ces espaces, en réalisant les travaux de desserte agricole, les clôtures, l'ouverture et l'équipement des parcours collectifs, la rénovation du petit patrimoine bâti.
- Un soutien à travers la mesure Industries Agro-Alimentaires (IAA) à hauteur de 900 000 € visant à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de technologies et organisations innovantes, génératrices d'activité économique pérenne et réduisant leur empreinte environnementale sur l'ensemble du cycle de vie. Ce dispositif permet, en modernisant les outils, le développement des IAA au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces dernières, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation, et également, le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs concernés (productions animales et végétales et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs).

- **2 607 500 € au bénéfice du développement des exploitations agricoles et des entreprises.**

Cette mesure, répondant à la chute du nombre d'exploitations insulaires, vise à soutenir le développement économique et favoriser la création d'emploi dans les zones rurales. Elle soutient principalement les activités agricoles, notamment les nouvelles installations en agriculture des jeunes agriculteurs ; la diversification des exploitations agricoles vers des activités non-agricoles ; et le développement d'entreprises en zones rurales. Les aides prévues sont :

- L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs s'élevant à 2 300 000 €, octroyée via la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA), dotation en capital nécessaire au démarrage à l'installation, aux candidats âgés de moins de 40 ans qui souhaitent s'installer comme chef d'exploitation agricole pour la première fois et qui disposent des compétences et connaissances professionnelles suffisantes.
- L'aide aux investissements soutenant la création ou le développement d'activités économiques non agricoles mobilisant 307 500 € de crédits. L'objectif des opérations de soutien aux projets de diversification non agricole en lien avec une activité agricole et d'accompagnement des entreprises rurales souffrant d'un déficit de compétitivité avéré, étant de favoriser l'économie rurale en termes d'emploi, de développement local et de respect de l'environnement.

- **2 650 000 € d'aides appuyant les actions agroenvironnementales et climatiques.**

La Corse, île montagne, est soumise à des contraintes pédoclimatiques importantes. L'activité agro-pastorale est largement développée sur le territoire et présente de nombreux avantages pour la préservation de la biodiversité et l'entretien de milieux menacés de fermeture. Cependant, la déprise agricole est forte dans ce territoire, ce qui entraîne une perte de biodiversité, une dégradation du patrimoine paysager et une augmentation des risques d'incendies.

Pour enrayer ce phénomène, les Mesures Agroenvironnementales et Climatiques (MAEC) ciblent le maintien des systèmes agro-pastoraux et des milieux en déprise, la qualité de l'eau, et la lutte contre les incendies.

Cette mesure permet d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition. C'est un outil clé pour la mise en œuvre du projet agro-écologique. Les agriculteurs souscrivant les mesures agro-environnementales et climatiques s'engagent sur plusieurs années à modifier ou maintenir leurs pratiques agricoles ou leur mode de production selon un cahier des charges spécifique à chaque MAEC. En respectant ceux-ci, ils contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement, à la protection et l'amélioration des écosystèmes, des paysages, des ressources naturelles et de la diversité génétique.

L'aide, calculée sur la base d'un taux de cofinancement de 50 % de Feader et de 50 % de contrepartie nationale, correspond à une compensation financière versée à l'agriculteur destinée à couvrir les coûts supplémentaires et ou les pertes de revenus résultant des engagements souscrits dans le cadre des MAEC, allant au-delà des exigences et normes réglementaires obligatoires.

- **1 265 500 € relevant du soutien au développement local Leader.**

Il s'agit d'un soutien à des territoires ruraux pour des actions relevant de stratégies définies localement par un ensemble de partenaires publics et privés regroupés dans des groupes d'action locale (GAL). La démarche LEADER vise explicitement à renforcer ou concevoir des stratégies locales de développement et à sélectionner les actions permettant de concrétiser ces stratégies. Les actions programmées doivent apporter une valeur ajoutée en termes de méthodologie (émergence de nouveaux partenariats) ou de contenu (impact pour le territoire).

L'originalité et la spécificité de LEADER reposent sur plusieurs principes :

- Définition d'une stratégie de développement définie à un niveau infrarégional,
- Partenariat local, fondé sur une participation d'acteurs publics et privés donnant une place au moins égale à ces derniers au niveau décisionnel. Ce partenariat définit sa stratégie et pro ranime ses actions,
- Approche ascendante globale consistant à associer plusieurs secteurs de l'économie rurale pour définir une stratégie intégrée,
- Ciblage de la stratégie sur des axes prioritaires pour garantir la concentration des moyens et la lisibilité,
- Approches novatrices apportant une réelle valeur ajoutée aux territoires par rapport aux autres opérations existantes (en termes de méthode et/ou de contenu),
- Engagement dans des processus d'échange et de capitalisation de pratiques innovantes, qui passe par une participation à la mise en réseau,
- Mise en œuvre de projets de coopération interterritoriale et transnationale.

La démarche LEADER prend appui sur 4 sous mesures :

- 19.1 Soutien préparatoire à l'élaboration de stratégies de développement
- 19.2 Soutien à la mise en œuvre des opérations liées aux stratégies locales de développement
- 19.3 Préparation et mise en œuvre des activités de coopération
- 19.4 Animation et frais de fonctionnement

Les Stratégies Locales de Développement des GAL doivent contribuer à un développement territorial équilibré des zones rurales et constituer un cadre approprié pour traiter des liens rural-urbain.

- **1 185 000 € destinés à l'Agriculture Biologique (AB).**

L'Agriculture Biologique est un mode de production et de transformation respectueux de l'environnement, du bien-être animal et de la biodiversité, améliorant la résilience des systèmes de production face aux changements climatiques. En particulier, concernant la production végétale, les produits agricoles sont cultivés sans recours aux produits chimiques de synthèse et sans organisme génétiquement modifié. Les produits issus de l'Agriculture Biologique sont contrôlés par un organisme indépendant agréé par les pouvoirs publics. Le logo bio européen et le logo AB garantissent que le produit respecte les règles de l'agriculture biologique.

Cette mesure vise à compenser tout ou une partie des surcoûts et manques à gagner liés à l'adoption ou au maintien par les agriculteurs des pratiques de l'agriculture biologique (tant qu'ils ne sont pas compensés par le marché), ceci en comparaison avec les pratiques de l'agriculture conventionnelle. Elle comprend deux aides :

- L'aide à la conversion à l'Agriculture Biologique prévue à hauteur de 970 000 € de crédits pour 2021. Cette aide constitue un des principaux leviers pour accompagner le développement des surfaces en Agriculture Biologique. Elle est accessible à tout agriculteur souhaitant s'engager dans ce mode de production.
- L'aide au maintien de l'Agriculture Biologique fixée à 215 000 € de crédits. Cette aide accompagne les exploitants qui se sont convertis à l'agriculture biologique afin d'éviter les risques de retour vers les pratiques dites « conventionnelles ».

Dans le cadre du Feader, le financement UE se fixe à 75% de la dépense publique totale, et la contrepartie nationale à 25%.

- **700 000 € en faveur de l'assistance technique.**

La mesure soutient l'assistance technique des programmes de développement rural régionaux (PDRR). A ce titre, elle finance des actions liées à la mise en œuvre du Feader et la mise en réseau des acteurs ruraux. L'assistance technique prévue dans chaque PDRR concerne le financement des actions de mise en œuvre spécifique au programme par l'autorité de gestion. Elles relèvent des missions de préparation du PDRR ; d'organisation des instances de gouvernance de ce dernier ; de pilotage opérationnel, de suivi et d'évaluation du programme ; d'animation et de gestion des dispositifs ; de sécurisation juridique, de gestion des plaintes et de contrôle interne des procédures.

Diverses actions sont mises en œuvre plus spécifiquement pour renforcer les capacités des autorités de gestion pour administrer les fonds et simplifier leur utilisation pour les bénéficiaires. Cette aide est financée à 50 % par des crédits Feader et 50% en autofinancement public.

- **544 000 € finançant les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.**

Cette mesure vise à soutenir le développement de l'économie rurale, des infrastructures locales de services de base, afin de valoriser le potentiel de croissance économique, favoriser l'inclusion sociale et encourager le développement durable des zones rurales. Elle permet aussi d'assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, de contribuer à la planification du développement rural ; et d'améliorer la qualité de vie en milieu rural, à travers le développement des services de base et des activités récréatives. Il s'agit aussi d'accompagner les territoires ruraux dans la mise en œuvre d'investissements publics dans les zones naturelles, les sites Natura 2000 et les zones à haute valeur naturelle ; de favoriser la mise en place et l'amélioration des services essentiels à la population et à l'accueil en milieu rural dans la perspective de faciliter l'installation de nouvelles populations ; de valoriser les circuits de découvertes patrimoniaux.

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**

Un focus est réalisé sur les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs suivants :

- **Le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signe de qualité** sont financés à hauteur de 3 700 000 € et représente 50 % du programme. Les crédits CDC hors Top Up et FEADER afférents s'inscrivent dans le cadre du plan d'avenir dont les mesures sont instruites conjointement avec FranceAgriMer.

Il s'agit de privilégier notamment les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés.

Quatre raisons expliquent la priorité qui est donnée à l'axe qualité en matière d'intervention agricole :

- La qualité des produits et leur certification contribuent à les différencier de productions standard donnant ainsi les meilleures chances à leur valorisation et donc à l'amélioration du revenu des producteurs.
- La qualité et la certification s'avèrent être un outil efficace de protection des savoirs faire et donc de pérennité des produits et des activités de production qui les accompagnent et qui sont localisées dans les zones rurales souvent dans des milieux difficiles.
- La gamme des produits insulaires est un élément fort pour la construction de l'image de l'île.
- La Corse a pu faire reconnaître six produits en Appellation d'Origine Protégée, il s'agit des vins, du brocciu, des miels, de l'huile d'olive, de la farine de châtaigne et de la charcuterie corse ; quatre produits en IGP : clémentine, vins, pomelos et noisette et un Label Rouge clémentine. De nombreuses autres démarches sont toujours en cours : IGP Kiwi, IGP agneaux...

Les réalisations en termes de démarche qualité montrent que celles-ci participent à la pérennisation des productions typiques, au développement de leur marché et de leur notoriété et à l'accroissement de leur prix.

En complément des aides déployées au titre du PDRC 2014-2020 :

- **Les aides relatives aux investissements agricoles et vinicoles** se fixent à 3 200 000 €, soit 43,2% des opérations hors PDRC. Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole. Ces aides sont destinées à financer les bâtiments et équipements agricoles et sont attribuées selon les mêmes conditions (modalités d'intervention, taux...) que celles mises en œuvre dans le cadre du PDRC, conférant ainsi une égalité de traitement des demandes émanant de l'ensemble des agriculteurs.

Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole.

- **Les aides en matière de conseil** s'établissent à 50 000 € favorisant l'accès aux services de conseil ouvert aux agriculteurs, aux gestionnaires de forêts et de terre, également, aux entreprises en milieu rural afin d'améliorer leurs performances économiques et environnementales. Des services de conseil sont fournis pour évaluer les performances économiques et environnementales des exploitations agricoles ; pour identifier les pistes d'amélioration dans le but de renforcer la compétitivité de l'exploitation agricole, et de réduire l'impact environnemental en renforçant leur résilience au changement climatique.

- **Les contributions financières en faveur des investissements forestiers et de l'amélioration foncière** destinées à soutenir la gestion durable de la forêt et de la sylviculture ; et de l'amélioration foncière mobilisent 140 000 € de crédits. En particulier, la gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité de satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes au niveau local sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. Pour valoriser le patrimoine forestier, notamment la ressource forestière en bois, tout en pérennisant et en assurant la multifonctionnalité des forêts, une attention particulière est accordée à la préservation de la biodiversité et des habitats, la protection contre les risques naturels et la conservation de la qualité des paysages et des richesses culturelles.

- **Les stages de compétences** s'affichent à 200 000 €.

Le dispositif « Contrats de coopération professionnelle agricole » a été mis en place pour compenser les carences en compétences techniques que peuvent présenter les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles.

Il vise à encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur et à la soutenir.

Il porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles sur le territoire régional.

Un chef d'exploitation dit confirmé engage un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production concernée.

Un organisme agricole assure la recherche et la sélection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établit la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constate la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat.

#### ➤ **Au titre des opérations spécifiques financées par la Collectivité de Corse**

Pour ce qui concerne les Opérations Spécifiques on relève notamment :

- **Les fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs** visant d'une part à faciliter l'accès au crédit des jeunes agriculteurs à travers l'obtention de prêts d'honneur durant les cinq premières années de leur installation, et d'autre part apportant une garantie bancaire aux besoins de financement des jeunes exploitants à travers un organisme de financement agréé. La gestion du dispositif qui doit se poursuivre au regard de sa pertinence est assurée par la structure CAPI dont il faut poursuivre l'accompagnement. Ce dispositif est reconduit en 2021 avec un financement à hauteur de 550 000 €.

- **Le dispositif de gestion de crise** qui a pour ambition de prendre en charge les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations. Cette mesure appelle 2 000 000 € de crédits, à savoir 1 000 000 € au titre d'opérations classiques de soutien, auxquels s'ajoutent 1 000 000 € s'inscrivant dans le plan Salvezza suite aux conséquences liées à la crise sanitaire issue du Covid-19. Celui-ci va permettre de mettre en œuvre les aides validées par l'Assemblée de Corse, notamment celles à destination des exploitations et des entreprises agro-alimentaires rencontrant des difficultés inhérentes à la crise économique qui se dessine (aide au retrait, indemnisation des pertes d'exploitation...).

- **La promotion des productions agricoles et rurales, la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire** qui appelle 1 300 000 € de subventions.

Ces opérations sont indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires à travers notamment la promotion des filières agricoles qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers...), la promotion générique et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités.

- **L'appui aux SAFER et à la mobilisation du foncier** prévus à hauteur de 340 000 €.

Au regard de l'état du marché foncier à usage agricole (indivision occupation des sols sans titre, faiblesse des aménagements fonciers), cet appui a pour objectif de soutenir l'action d'opérateurs fonciers afin qu'ils puissent dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles, et accompagner le développement de l'économie locale.

Cet appui a également vocation à compléter les interventions de la Collectivité de Corse au travers du PDRC et des fonds Hors FEADER et hors Top Up dans le domaine du soutien aux associations foncières autorisées qui sont des outils d'aménagement foncier et de développement à disposition des territoires et des collectivités locales.

Une véritable dynamique s'est en effet instaurée depuis quelques années sous l'impulsion de l'ODARC et de plus en plus de communes ou structures intercommunales s'inscrivent dans une démarche de création d'associations foncières de propriétaires, seul véritable outil juridique permettant de mobiliser un foncier morcelé, indivis mais également non titré.

L'accompagnement de ces acteurs ayant une volonté d'aménagement et de développement de leur territoire demeure toujours une priorité pour la CDC et l'ODARC.

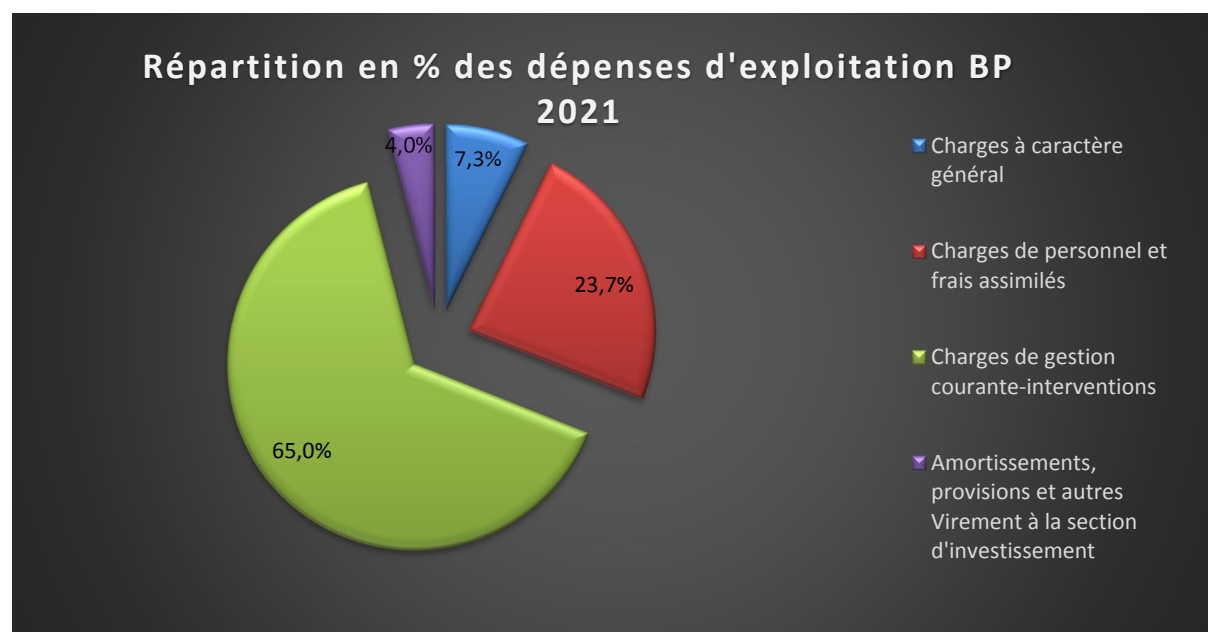
## I.2) La section d'exploitation du Budget Principal

### 1) Les dépenses

**LES DEPENSES : 37 667 858 €**

Le total des dépenses du Budget Principal se décline dans le tableau suivant :

Section d'exploitation Budget principal Dépenses	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020
Charges à caractère général	3 345 800 €	2 742 058 €	-18,04%
Charges de personnel et frais assimilés	8 839 000 €	8 930 000 €	1,03%
Charges de gestion courante-interventions	23 632 000 €	24 480 000 €	3,59%
Amortissements, provisions et autres	1 457 063 €	1 441 816 €	-1,05%
Sous-total	37 273 863 €	37 593 874 €	0,86%
Virement à la section d'investissement	0 €	73 984 €	-
<b>Total</b>	<b>37 273 863 €</b>	<b>37 667 858 €</b>	<b>1,06%</b>



L'évolution des dépenses totales s'établit à 393 995 €, soit une augmentation de 1,06 % par rapport au Budget Primitif 2020.

Cette évolution peut être retracée selon les variations suivantes :

- ❖ Les charges à caractère général diminuent de 18,04 % soit en valeur de - 603 742 €.

Concernant les postes en baisse de budget à budget, on relève principalement :

Les dépenses afférentes aux foires et expositions pour - 400 000 €, du fait de l'impact lié à la crise sanitaire provoquée par le Covid-19, et d'un nouveau lissage de dépenses relevant du prochain Salon International de l'Agriculture.

Ceux relevant des assurances à hauteur de - 245 000 € au regard de la mise en œuvre du marché pluriannuel correspondant en 2020.

Les achats de marchandises pour - 180 000 € qui en 2020 étaient liés à la mise place d'une procédure exceptionnelle d'achat de viande d'agneaux et de cabris aux fins de revente, et susceptible de répondre aux difficultés de débouchés économiques subies par les filières ovine-caprine face à la crise sanitaire provoquée par le coronavirus, et non renouvelée en 2021.

Les frais liés aux voyages et aux déplacements pour - 16 000 € par rapport au contexte sanitaire instable associé au coronavirus limitant ce type de dépenses.

Concernant les postes en hausse, il s'agit essentiellement :

Des dépenses de maintenance (+ 69 000 €) au regard du renforcement du développement des outils informatiques et des systèmes de sécurité qui leur sont associés.

Des frais de télécommunications (+ 34 500 €) relevant d'un renforcement des réseaux exigé par les impératifs liés à la mission d'Organisme Payeur de l'Office.

Des dépenses de sous-traitance générale (+ 27 500 €) liées à une étude relative à la mise en place d'un atelier collectif pour la production de Prisuttu, et à la création d'un marché d'intérêt national.

Des dépenses de fournitures diverses (+ 22 000 €) associées aux achats de fournitures consommables de laboratoire, et de masques et gels hydro alcooliques par rapport au protocole de protection des personnels de l'Office face au coronavirus.

La variation des stocks de marchandises (+ 22 058 €) concernant le stock initial de cabris et d'agneaux surgelés lié à la procédure précitée, et qui n'existait pas à l'ouverture du Budget 2020.

Les dépenses d'entretien de matériel roulant (+ 20 600 €) liées aux frais de remise en état de l'ancien parc automobile en location dans la perspective de son renouvellement en 2021.

Les frais de formation (+ 15 500 €) au regard des nouvelles conditions de prise charge par les organismes paritaires collecteurs agréés.

- ❖ Les charges de personnel et frais assimilés progressent de 1,03 % à savoir de 91 000 €, et n'appellent pas de commentaire particulier à ce niveau puisqu'une analyse détaillée est servie plus bas.

- ❖ Les opérations d'interventions au titre du Budget Principal s'accroissent globalement de 848 000 € soit en pourcentage de 3,59 %.

Au titre du PDRC (Feader + Top Up) on notera une diminution de 2 273 000 €.

Cela s'explique surtout par le programme Top Up pour lequel les opérations d'achats groupés entrent dans leur phase de clôture ; seules quelques mesures comme les exploitations agricoles, les industries agroalimentaires et les DJA restent à un niveau soutenu avec 2 000 000 € de crédits prévus. Le programme Feader de budget à budget progresse de 378 000 €, et reste en termes de structure identique à 2020.

Dans le cadre du programme hors PDRC, les opérations progressent de 878 000 €. On remarquera que les mesures en faveur des investissements agricoles s'accroissent de 1300 000 €, alors que les appels à projets collectifs diminuent de 400 000 €.

Concernant le programme Opérations Spécifiques, on assiste à une augmentation à hauteur de 2 243 000 €. Un certain nombre de mesures soutiennent cet accroissement :

Au titre de la CDC, le dispositif de gestion de crise augmente de 1 400 000 €. Cette variation est essentiellement due au nouveau dispositif « plan Salvezza » qui appelle 1 000 000 € suite aux conséquences liées à la crise sanitaire issue du Covid-19. La promotion des productions agricoles et rurales mobilise 1 000 000 € supplémentaire par rapport à 2020. Ces opérations sont indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires à travers notamment la promotion des filières agricoles qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers...), la promotion générique et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités. D'autres mesures au titre de ce programme se réduisent à hauteur de 417 000 € au regard de leur non renouvellement sur l'exercice 2020.

Quant aux fonds émanant de l'Etat, une augmentation de prévisions de 260 000 € en faveur des mesures telles que les stages 6 mois, autres MAE, et animation liée au développement du bois est enregistrée.

- ❖ Les autres dépenses (amortissements, provisions et autres) baissent de 15 247 € soit de 1,05 %. On remarquera à ce titre, que l'impact de la charge d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement, suite à défaut de droit, s'avère beaucoup moins important que sur l'exercice 2020.

L'ensemble des dépenses qui se fixe à 37 667 858 €, se détaille comme suit :

- ✓ **Les charges à caractère général – chapitre 011** : 2 742 058 € soit 7,3 % du total général.

Les charges à caractère général se composent des éléments suivants :

- **Les achats** avec 293 558 € qui se rapportent principalement aux carburants et fluides (69 500 €), aux fournitures administratives (30 000 €), aux fournitures agricoles (55 000 €), aux fournitures non stockables (49 000 €), et aux achats d'autres matières et fournitures pour 47 000 €.

Ces postes représentent 85,3 % de l'ensemble des achats.

• **Les services extérieurs** avec 1 407 500 € afférents notamment aux dépenses infra qui représentent 91% du total du poste :

- Au titre de la sous-traitance on note que : 310 000 € relèvent d'opérations liées à la promotion de l'agriculture et des produits agricoles, 150 000 € concernent la campagne de contrôle SIGC, 80 000 € sont relatifs à la valorisation et à la certification des bois corses, ainsi qu'à diverses études liées notamment aux problématiques forestières, et 75 000 € sont inhérents à l'étude visant à la création d'un atelier collectif de production de Prisuttu et à la mise en place d'un marché d'intérêt national.
- Les locations mobilières et immobilières se fixent à 224 000 €. Elles progressent de budget à budget de 16 500 € suite à l'accroissement du parc locatif automobile lié au renforcement des actions de développement de l'établissement et dans la perspective de son renouvellement durant l'exercice.
- Les travaux d'entretien et de maintenance sont prévus à hauteur de 280 500 €. Ils connaissent une augmentation de 94 500 €, au regard des frais de remise en état de l'ancien parc automobile en location dans la perspective de son renouvellement en 2021, et du renforcement du développement des outils informatiques et des systèmes de sécurité qui leur sont associés.
- Les primes d'assurance s'élèvent à 95 000 €, et connaissent une diminution de 245 000 € suite au renouvellement du marché pluriannuel opéré en 2020 inhérent aux contrats d'assurance de protection des biens et personnes et qui appelait la budgétisation de la totalité du marché en année 1.
- Les frais de documentation et de formation s'établissent à 50 500 €. Les dépenses de formation augmentent de 15 500 € par rapport au budget 2020 du fait de nouvelles conditions de prise charge imposées par les organismes paritaires collecteurs agréés.

• **Les autres services extérieurs** avec 1 029 500 € qui sont liés principalement :

- Aux actions d'annonces et insertions (121 000 €) et publications (115 500 €) effectuées notamment dans le cadre des opérations de promotion de l'agriculture insulaire et des produits agricoles.
- Aux déplacements missions-réceptions (108 500 €) réalisés au titre des missions dévolues à l'Office en particulier en matière d'instruction, de contrôle, de paiement des aides et de conseil auprès des bénéficiaires. Ces dépenses ont diminué de 29 000 € par rapport au budget 2020 en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19.
- Aux rémunérations d'intermédiaires et honoraires (92 500 €). Elles restent dans la même épure qu'en 2020.
- Aux frais de nettoyage des locaux (48 000€), et aux frais de télécommunications et postaux (165 500 €). Les dépenses liées aux télécommunications progressent de 34 500 € par rapport au renforcement des réseaux imposés par les missions d'Organisme Payeur des aides Feader au titre de la politique de sécurité des systèmes d'information et du plan de continuité d'activité.
- Enfin, le poste « foires et expositions » se fixe à 350 000 € dont 300 000 € sont dédiés à la gestion du Salon International de l'Agriculture au regard de la mise en œuvre progressive de l'opération, et autres actions de promotion pour 50 000 €.

L'ensemble de ces dépenses pèsent pour 97,2 % du poste « Autres services extérieurs ».

- **Des impôts, taxes et versements assimilés** constitués des taxes fiscales et des autres impôts qui s'élèvent à 11 500 €.

✓ **Les charges de personnel et frais assimilés - chapitre 012** : 8 930 000 € soit 23,7 % du total général.

Le budget du personnel au titre de l'exercice 2021 a été construit sur la base des hypothèses principales suivantes :

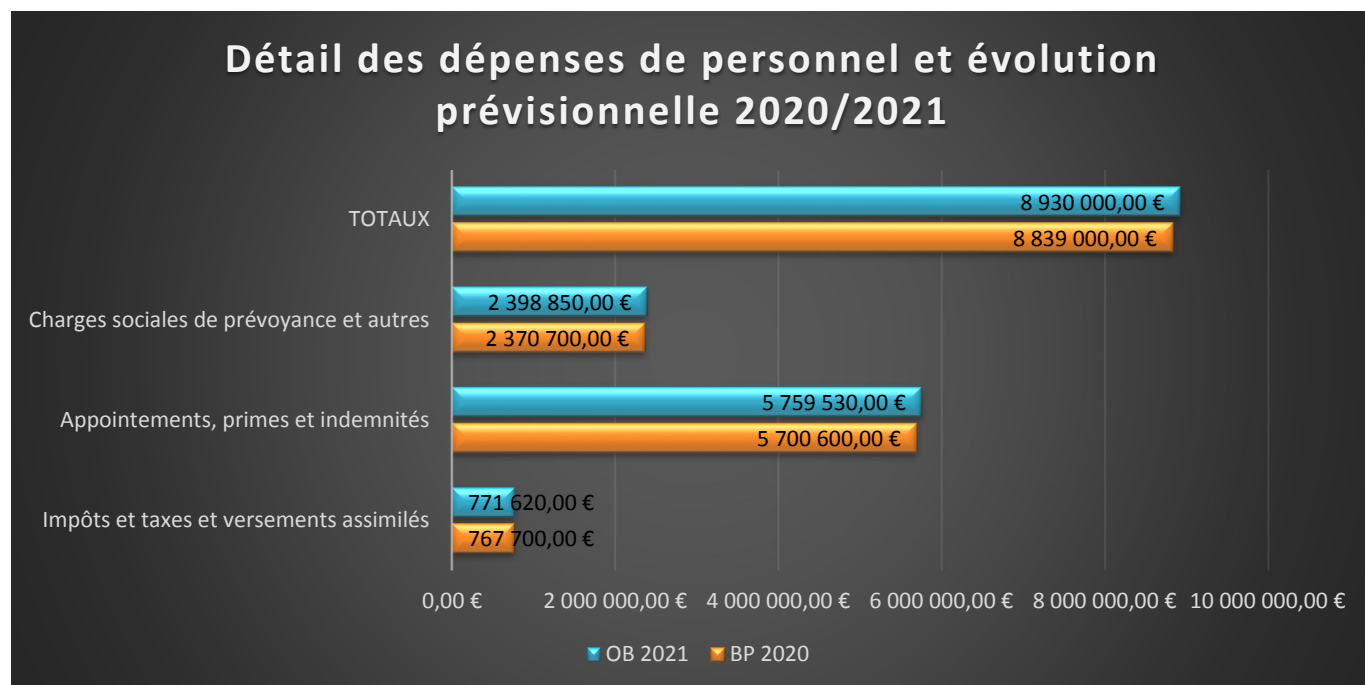
- Le plafond de la sécurité sociale n'est exceptionnellement pas revalorisé en 2021, en raison du contexte économique lié à la crise sanitaire suscitée par le Covid-19. Il reste au même niveau que l'année 2020 à hauteur de 3 428 € mensuel.
- Le point d'indice fixé à 5,2664 est identique à celui de 2020.
- Un départ à la retraite est prévisible.
- Quatre mises en disponibilité sont prévues, dont deux en filière administrative : un agent administratif et un rédacteur principal, et deux en filière technique : un chef de division et un agent technique.
- Deux mises à disposition dont une en filière administrative : un chef de service, et en filière technique : un responsable technique, sont aussi budgétées.
- La valeur du titre restaurant fixée à 9,25 € avec une participation de l'Office à 60 % (part patronale) reste inchangée.
- Les effectifs du personnel en emplois permanents se fixent à 125 postes budgétaires, représentant 114 ETP prévus au budget.
- Des Contrats à Durée Déterminée à hauteur de 11,3 ETP, des contrats d'Apprentissage pour 2,6 ETP et un contrat Cifre représentant 1 ETP sont aussi prévus.
- La reconduction du fonds social est proposée à hauteur de 1 525 €.

- En termes d'évolution, les prévisions de charges de personnel et frais assimilés progressent globalement en volume de 91 000 € entre 2020 et 2021. Cet accroissement se compose d'appointements, de congés payés, de primes et d'indemnités pour 58 930 € et de charges sociales et impôts et taxes assis sur les salaires pour 32 070 €.

- Concernant la structure des emplois permanents, la répartition en termes d'effectifs devient plus favorable à la filière technique qui passe de 49% à 52% des postes budgétaires. La répartition en pourcentage des postes par catégorie se modifie au profit de la catégorie des cadres supérieurs, passant de 59 % à 62 % et celle des agents d'exécution de 3 % à 5 %.

- Concernant les emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée augmente légèrement entre les deux budgets passant de 11,1 à 11,3 ETP afin de pallier les absences du personnel titulaire et de répondre aux périodes de surcroît d'activité.

Le nombre de contrats d'apprentissage reste relativement stable, passant de 2,5 à 2,6 ETP, et un contrat Cifre est budgété à hauteur de 1 ETP en 2021 à un niveau identique à 2020. Il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.



✓ **Les charges de gestion courante-interventions** - article 658 : 24 480 000 € soit 65,0 % du total général.

Les opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 848 000 € soit 3,59 %, tel qu'expliqué supra.

✓ **Les amortissements, provisions et autres chapitres 65 à 68, 022 et 042** : 1 441 816 € soit 3,8 % du total général.

Ce poste regroupe les dotations aux amortissements et provisions, les charges exceptionnelles, et les autres charges de gestion courante (hors comptes 658 liés aux interventions). Il se décompose comme suit :

- **Redevances et autres charges de gestion courante** : 2 000 €, poste qui n'appelle pas de commentaire particulier.
- **Indemnités et frais de mission des élus** : 17 500 €, qui sont prévisionnellement constitués de l'indemnité de représentation du Président de l'Office, et du remboursement de frais aux autres élus de la CDC assistant aux différents Conseils d'Administration de l'établissement.

- **Charges exceptionnelles** : 409 308 €. Ce chapitre concerne 317 250 € de prévisions de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à des ordres de reversement à émettre envers des bénéficiaires d'aides, 5 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit, 50 000 € au titre de la contribution statutaire de l'ODARC au fonctionnement du Syndicat Mixte de l'Abattage de Corse, 22 058 € de dons de marchandises invendues ( agneaux et cabris surgelés) aux associations caritatives et 15 000 € à titre divers.

- **Amortissements** : 869 000 € au titre de la prévision pour dépréciation des actifs immobilisés calculés sur la base des acquisitions antérieures auxquelles se rajoutent les acquisitions projetées sur l'exercice 2021.

- **Dépréciations des actifs circulants** : 1 000 € concernant des créances ne relevant pas des conséquences des contrôles relatifs aux interventions de l'Office ayant entraînés l'émission d'ordres de reversement.

- **Provisions pour risques et charges** : 100 000 € inhérents à la provision pour Compte Epargne Temps et 10 000 € au titre d'un contentieux lié à la passation de contrats relevant de la commande publique.

- **Dépenses imprévues** : 5 000 €, permettant éventuellement d'alimenter en cours d'exercice un article non ouvert au présent budget, à justifier par une délibération et les pièces justificatives afférentes en cas d'utilisation de ces crédits.

- **Stocks issus des stations expérimentales** : 28 008 €. Il s'agit des stocks initiaux afférents au cheptel ovin et aux aliments dédiés et qui constituent des opérations d'ordre budgétaire de transfert entre les sections d'exploitation et d'investissement.

✓ **Le virement à la section d'investissement – chapitre 023** : 73 984 € soit 0,2 % du total général.

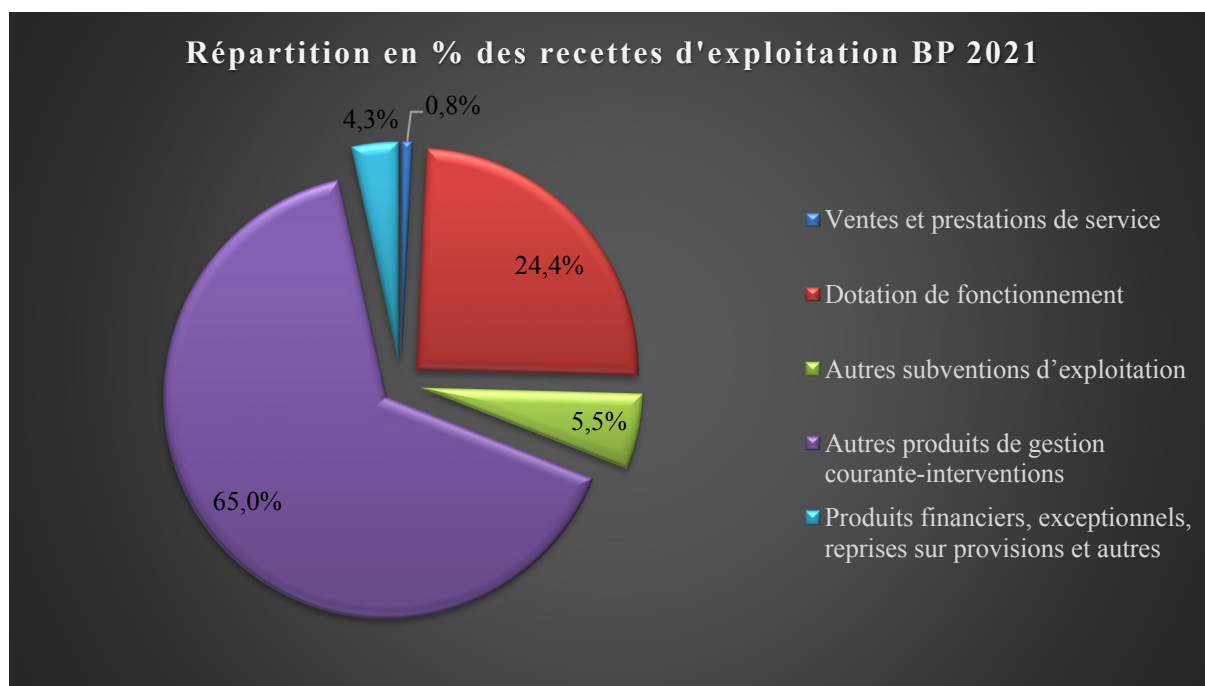
Le virement à la section d'investissement se fixe à 73 984 €.

## 2) Les recettes

**LES RECETTES : 37 667 858 €**

Le total des recettes du Budget Principal se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget principal Recettes	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020
Ventes et prestations de service	497 000 €	289 000 €	-41,85%
Dotation de fonctionnement	9 163 000 €	9 200 000 €	0,40%
Autres subventions d'exploitation	2 508 000 €	2 069 000 €	-17,50%
Autres produits de gestion courante- interventions	23 632 000 €	24 480 000 €	3,59%
Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres	1 473 863 €	1 629 858 €	10,58%
<b>Total</b>	<b>37 273 863 €</b>	<b>37 667 858</b>	<b>1,06%</b>



Par rapport au Budget Primitif 2020, les recettes totales augmentent de 393 995 € soit de 1,06 %.

Cette évolution des recettes peut être détaillée à partir des variations suivantes :

- ❖ Les prévisions de ventes et prestations de service diminuent de 208 000 € soit en pourcentage de 41,85 % par rapport au budget 2020. Cette réduction est liée principalement au dispositif exceptionnel d'achats et de ventes d'agneaux et de cabris surgelés mis en place en 2020 pour soutenir la filière ovine-caprine face aux conséquences économiques générées par l'épidémie de coronavirus (180 000 €), ainsi qu'aux prestations de services qui se réduisent de 10 000 €.
- ❖ La dotation de fonctionnement augmente de 37 000 €, soit de 0,40 % en comparaison du Budget 2020.
- ❖ Les autres subventions d'exploitation diminuent de 439 000 €, soit de 17,5%. Cette diminution est principalement expliquée par la double variation suivante :

D'une part, une moindre mobilisation sur l'exercice 2021, de la subvention d'exploitation en provenance de la CDC, venant financer l'organisation du SIA 2022 compatible avec le niveau de dépenses prévu imputable à l'exercice 2021 (- 250 000 € par rapport à l'exercice précédent) et en lien avec un étalement différent de dépenses. D'autre part, un niveau de réalisation prévisible des opérations de communication et de celles relevant de la Route des Sens Authentiques, appelant un niveau de recette inférieur de 250 000 € par rapport à celui estimé en 2020, en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19.

- ❖ Les recettes afférentes au financement des opérations d'intervention progressent de 848 000 € dans les mêmes proportions que les dépenses qu'elles financent soit de 3,59 % hors part UE-FEADER détaillée au Budget Annexe.
- ❖ Les autres recettes (produits financiers, exceptionnels ...) enregistrent une augmentation de 155 995 €. Cette augmentation est liée essentiellement au fait que le montant prévisionnel des ordres de reversement à émettre auprès de bénéficiaires d'aides n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles se situe à un niveau supérieur à celui prévu en 2020 par rapport en particulier à la mise en œuvre des cycles de vie PAC.

- ✓ **Les ventes et prestations de service - chapitre 70** : 289 000 € soit 0,8 % du total général.

Ce chapitre comprend la mise à disposition de personnel (240 000 €), les ventes relatives au lait et au cheptel au titre de la station expérimentale d'Altiani (40 000 €) et les locations diverses (9 000 €).

- ✓ **Les subventions d'exploitation - chapitre 74** : 11 269 000 € soit 30,2 % du total général.

Ce chapitre se compose de deux postes :

- **La dotation de fonctionnement** octroyée par la Collectivité de Corse qui s'établit à 9 200 000 €, augmente de 0,4 % par rapport à l'exercice 2020. On notera que le taux annuel d'accroissement moyen se fixe à 0,61 % par an sur la période 2017-2021, démontrant que l'office poursuit ses efforts en termes de maintien des charges de personnel à périmètre comparable.

- **Les autres subventions d'exploitation** qui s'élèvent à 2 069 000 €.

Ces dernières financent les missions et les programmes déclinés ci-après.

- L'organisation du Salon International de l'Agriculture édition 2022 appelle 300 000 € de crédits émanant de la Collectivité de Corse au regard d'un étalement de dépenses différent des exercices passés. La CdC et l'ODARC poursuivront leur présence et leur collaboration auprès des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir. L'objectif étant de donner au grand public une image positive de la Corse.
- L'assistance technique FEADER à hauteur de 330 000 € rémunère les coûts générés par les activités de préparation, gestion, suivi, évaluation, contrôle et d'information du Programme de Développement Rural de la Corse (PDRC) confiées à l'ODARC, et qui sont éligibles à l'aide communautaire au titre de la mesure n° 20 du FEADER. Cette aide se trouvant bonifiée à compter de cette exercice en lien avec un nouveau remaquetage du PDRC 2014-2020.
- Le programme Terragir III qui se poursuit mobilise 83 000 € de contribution européenne.

L'ODARC participe en tant que partenaire au projet de coopération Terragir III du programme Marittimo. Dans ce cadre, il s'est fixé pour objectif de développer des paquets touristiques pour la région Corse en cohérence avec l'offre existante de la route des sens authentiques dont l'ODARC est propriétaire. Cette offre de courts séjours hors saison inclue hébergement et activités à la ferme notamment.

Il s'agit donc de poursuivre les actions de développement de paquets touristiques en sécurisant les offres des différents prestataires (charte qualité, contrat d'engagement...), de structurer les modalités de commercialisation (Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la commercialisation, intégration web dans le site « Gusti », adoption d'un système de Booking...), malgré un contexte sanitaire défavorable.

- Les missions agricoles anciennement dévolues à l'Agence de Services et de Paiement pour le compte du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en tant qu'organisme payeur des aides d'Etat se poursuivent elles aussi et sont financées à hauteur de 272 000 €.
- Les actions forestières et l'animation foncière appellent 130 000 € de recettes.

Les actions forestières s'articulent autour de :

- La certification des bois locaux.

Afin de continuer à répondre aux besoins du secteur de la construction en matériau bois de qualité et mettre en avant le bois local pour lui offrir de meilleurs débouchés, l'ODARC, en collaboration avec les professionnels, a développé la marque Lignum Corsica en l'inscrivant, via le COFRAC, dans une démarche de certification.

- La sensibilisation des maîtres d'ouvrages publics et privés à l'utilisation du bois local.

En complément de l'action certification, l'ODARC continue à sensibiliser les maîtres d'ouvrage à l'intérêt d'utiliser du bois local. Pour ce faire, Il organise notamment le soutien et le suivi d'opérations exemplaires et démonstratives pouvant servir à une action régionale de promotion des produits « lignum Corsica ».

- La marque régionale « Kallisté bois bûche » dont l'objectif est de favoriser une clarification et une transparence du marché du bois de chauffage et de sensibiliser les consommateurs et les producteurs à l'intérêt d'une démarche de qualité ; notamment sur la mise en vente de bois sec.

Concernant l'animation foncière, celle-ci vise en particulier l'organisation d'un soutien des activités des AFP, afin d'optimiser des mises en valeur et d'assurer une gestion du territoire rural en conformité avec les orientations définies par la Collectivité de Corse.

L'accompagnement qui s'y rattache comporte deux volets :

- Un accompagnement administratif, juridique, comptable et de montage des demandes de financement des AFP en tenant compte de leur statut d'établissement public (Associations Syndicales Autorisées) ou de personnes morales de droit privé (Associations syndicales libres).
- Un accompagnement technico-économique pour la programmation et la réalisation des mises en valeur ainsi que pour la gestion du foncier regroupé.

- La campagne de contrôle SIGC 2020 bénéficie de 150 000 € d'aide régionale.

Au titre du PDRC 2014-2020 cette compétence trouve ses fondements dans les rapports des différents corps d'audit nationaux et européens, et s'appuie en particulier sur le règlement UE n°1306/2013 du 17/12/2013 qui attribue par nature l'ensemble des missions de contrôle aux organismes payeurs.

Comme les contrôles du premier pilier de la Politique Agricole Commune (gestion conservée par l'Etat) peuvent impacter les mesures du deuxième pilier, l'ODARC est dans l'obligation de déléguer les contrôles SIGC à l'Agence de Services et de Paiement, dont le financement des coûts suscités par ces contrôles est assuré par le programme opérations spécifiques de la CdC.

- Les actions visant à la Promotion des produits et des territoires, et à la sensibilisation du jeune public se pérennisent avec l'appui de la CdC (520 000€), à savoir :

La poursuite d'actions de communication pour les produits agricoles ne bénéficiant pas encore de certification (agneau, cabri, veau, fruits et légumes, fromage...), et pour l'agriculture corse en général.

Pour les adhérents des territoires constitués, le déploiement confirmé des routes des sens authentiques afin de valoriser le développement des circuits courts par la structuration et la mise en marché d'itinéraires agritouristiques sur les territoires ruraux.

- L'Action d'accompagnement de la filière caprine corse (120 000 €).

Au regard des difficultés rencontrées par la filière caprine corse, la Division Economie Rurale est chargée d'assurer l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Le rôle des deux techniciens caprins en charge de l'accompagnement est à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants, et d'accompagner les opérations de Recherche et Développement, de sélection et de multiplication au niveau de la filière. Il s'agit aussi pour eux d'organiser et d'animer le comité technique, de gérer le haras de boucs et de développer des opérations de sélection génétique.

Ces actions sont financées via le programme hors Feader et hors Top up de la CdC.

- Les actions de transfert de technologie (120 000 €).

Il s'agit :

- de participer au schéma de sélection de la filière porcine Nustrale en mettant en œuvre le contrôle de performance de la race, en réalisant certains travaux liés à la sélection (études sanitaires, génétiques, etc.) et en gérant l'outil de sélection qu'est la verraterie d'Altiani.
- de relancer l'expérimentation en filière ovine lait notamment dans le cadre de la mise en place d'un nouveau protocole sur la capacité d'ingestion de la brebis corse à la station expérimentale d'Altiani.
- de participer aux expérimentations sur les ferments en filière fromagère en effectuant notamment les analyses nécessaires aux travaux de recherche définis par les comités scientifiques et techniques.

- Les actions à l'origine d'aides diverses (1er pilier PAC, aides aux contrats d'apprentissage et contrat Cifre ...) bénéficient d'aides à hauteur de 44 000 €.

✓ **Les produits de gestion courante-interventions - article 758** : 24 480 000 € soit 65 % du total général.

Les ressources afférentes au financement des opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 848 000 € au regard de la structure des mesures auxquelles elles sont adossées. L'ensemble de ces contributions publiques au titre de ces interventions ont déjà été décrites supra.

✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres - chapitres 75 à 79, 013 et 042** : 1 629 858 € soit 4,3 % du total général.

Ce poste comprend :

- **Les remboursements sur salaires et appointements** pour 200 000 €, afférents aux absences de personnel suite à maladie, accident de travail, ou maternité.

- **Les autres produits de gestion courante** à hauteur de 1000 €.

- **Les autres produits financiers**, soit 500 €, relatifs aux intérêts de retard calculés suivant les créances totalement recouvrées dans le cadre de la gestion du programme FEADER.

- **Les produits exceptionnels** à hauteur de 569 808 € qui se composent essentiellement :

D'ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires ultimes n'ayant pas respecté leurs engagements contractuels à hauteur de 317 250 €.

De la neutralisation des droits à reversement envers les financeurs nationaux suite à l'annulation des ordres de reversement consécutifs à des recours favorables pour 5 000 €.

De la cession des bureaux situés à la Maison Verte à Bastia pour 220 000 €.

Ces trois postes représentant 95 % des produits exceptionnels.

- **Les Opérations d'ordre de transfert entre sections (858 550 €), à savoir :**
  - Les quotes-parts sur subvention d'investissement virées au résultat de l'exercice pour 825 550 €.
  - Les stocks prévisibles en fin d'exercice, à structure comparable aux stocks initiaux pour 33 000 €.

### I.3) La section d'investissement du Budget Principal

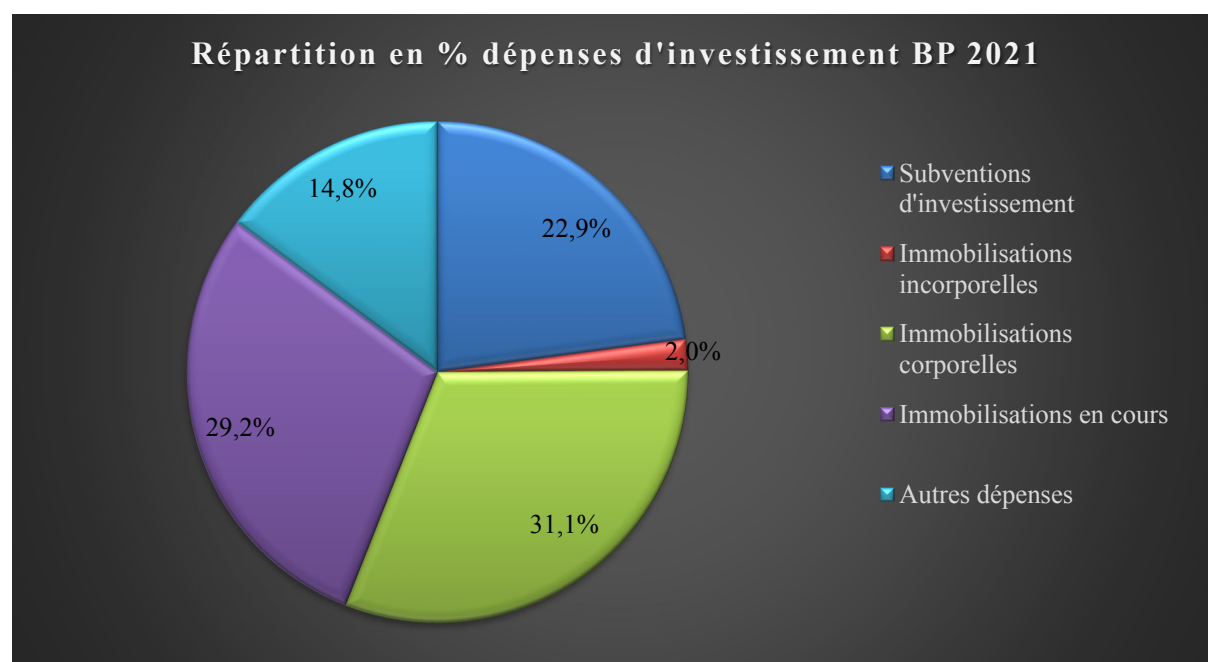
#### 1) Les dépenses

**LES DEPENSES : 3 598 550 €**

Les dépenses du Budget principal se répartissent comme suit :

Section d'investissement Budget principal Dépenses	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020
Subventions d'investissement	759 363 €	825 550 €	8,7 %
Provisions pour risques et charges	37 000 €	0 €	- 100 %
Immobilisations incorporelles *	185 000 €	71 500 €	- 61,4 %
Immobilisations corporelles*	1 097 500 €	1 116 500 €	1,7 %
Immobilisations en cours*	3 824 500 €	1 052 000 €	- 72,5 %
Opérations pour le compte de tiers	333 000 €	0 €	- 100 %
Autres dépenses	980 000 €	533 000 €	- 45,6 %
<b>Total</b>	<b>7 216 363 €</b>	<b>3 598 550 €</b>	<b>- 50,1 %</b>

\* y compris les opérations patrimoniales (chapitre 041)



Par rapport au budget primitif 2020, les dépenses d'investissement dont les opérations patrimoniales se réduisent de 3 617 813 €, soit de - 50,1 %.

Cette diminution de dépenses trouve principalement son origine au sein des opérations suivantes, à savoir :

Pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles, on constate une réduction de 113 500 €, dont 112 000 € relatifs à une prévision moins élevée en 2021 au regard de l'exercice 2020 concernant l'acquisition de logiciels.

Au titre des opérations pour le compte de tiers, le BP 2021 contrairement au BP 2020 n'enregistre pas de dépenses afférentes à ce chapitre du fait d'un cadrage juridique supplémentaire nécessaire. La variation constatée s'affiche à hauteur de - 333 000 €.

Concernant les immobilisations en cours, la réduction est de 2 772 500 €.

Il est à noter que l'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique inscrite au BP 2020 n'a pas été reconduite au BP 2021 d'où une variation de - 400 000 €. Les opérations de construction dans leur ensemble enregistrent une réduction à hauteur de 2 290 000 €. Cette variation est liée au fait que les opérations de 2020 ont été engagées au regard du principe d'annualité, alors que les opérations du même type prévues en 2021 font l'objet d'une gestion en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement, et donc sollicitent moins de crédits. Ces deux phénomènes expliquent 97 % de la variation du chapitre.

S'agissant des autres dépenses, on constate aussi une mobilisation moins importante des fonds de financement (prêts d'honneur et garantie bancaire) à la lumière des besoins exprimés par les organismes gestionnaires (- 350 000 €).

Les dépenses d'investissement s'établissent à 3 598 550 € et se répartissent comme suit :

✓ Le chapitre **subventions d'investissement** se fixe à 825 550 €.

Il est constitué par la contrepartie des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice.

✓ Le chapitre **immobilisations incorporelles** s'établit à 71 500 € dont 1 500 € dédiés aux opérations patrimoniales.

Ces dépenses d'investissement annuelles comprennent entre autres :

- Des prestations appuyant les évolutions de l'outil MVA pour 50 000 € au titre des processus de traitement des aides, et relevant du développement de solutions cartographiques à hauteur de 10 000 €.

✓ **Les immobilisations corporelles** se fixent à 1 116 500 € dont 6 500 € d'opérations patrimoniales.

Ces dépenses d'investissement ont un caractère annuel, il s'agit principalement de :

- Nouveaux investissements qui comprennent pour le volet informatique, le renouvellement des postes informatiques prévu à hauteur de 100 000 € et l'acquisition de matériels divers associés pour 21 500 €.

- L'acquisition d'un bâtiment au Domaine de Casabianca dont le coût est estimé à 280 000 €, de la mise œuvre de travaux d'agencements et d'aménagements à l'antenne d'Ajaccio pour 40 000 €, en parallèle de ceux envisagés au siège social de l'Office suite à l'acquisition de bureaux appartenant à la Sitec pour 135 000 €, du changement de mobiliers de bureau évalué à 78 500 € pour faire suite à une recommandation de la médecine du travail et à l'agrandissement des locaux de l'Office.

- La poursuite de l'actualisation de la signalétique des Routes des Sens Authentiques, avec l'installation de panneaux et de bornes à hauteur de 50 000 €.

- L'achat de terrains à la station d'Altiani pour 40 000 €, l'acquisition de matériels d'exploitation et de laboratoire à hauteur de 120 000 €, l'achat d'une remorque à bétail pour 15 000 €, la mise en œuvre d'opérations d'aménagement de terrains pour 80 000 €, et 20 000 € à titre divers nécessaires aux opérations menées par l'ODARC et les différentes filières sur le site.

- L'acquisition de matériels agricoles pour 40 000 € et l'aménagement de terrains situés à la station de Migliacciaro pour 70 000 €

Ces investissements représentent environ 98 % des immobilisations corporelles.

✓ **Les immobilisations en cours - chapitre 23** : 1 052 000 € dont 2 000 € au titre des opérations patrimoniales.

Les « immobilisations en cours » hors opérations patrimoniales prévues sur l'exercice se déclinent ci-après :

Au titre des dépenses d'investissement annuelles :

- Sur le site d'Altiani, les investissements projetés consistent à réaliser un drainage et un système d'évacuation d'eau du bâtiment à boucs, y compris l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour 23 000 €.

- L'aménagement de l'unité de production de plants de châtaignier et d'arboriculture traditionnelle de montagne, appelle quant à lui 20 000 €.

Au titre des dépenses d'investissement pluriannuelles :

On rappelle qu'une gestion en AP/CP dont les processus ont été précisés dans le dernier règlement financier de l'Office voté fin 2020, est mise en place à compter de l'exercice 2021.

Il s'agit,

- De l'assistance à maîtrise d'ouvrage afférente au projet de création d'un pôle viande de petits ruminants, appelant à ce titre 250 000 € de crédits de paiement pour 2021, l'ouverture des travaux étant prévus sur 2022 à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19.

- Sur le site de la station expérimentale d'Altiani, d'opérer la construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin mobilisant 69 000 € de dépenses en année 1, de réhabiliter et d'améliorer les espaces dédiés à la verraterie appelant 57 500 € de crédits de paiement, et d'engager des travaux d'aménagement relevant de l'espace salle de traite ainsi que de créer un nouvel espace bergerie pour un total de 80 500 €.

- De réhabiliter le site de la station expérimentale de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, avec la création d'un bâtiment technico administratif constitué d'un espace d'accueil dédié aux bureaux, d'une salle de réunion, d'un laboratoire, et permettant de regrouper sur le site, d'une part l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle, et d'autre part, la permanence de l'ODARC et de ses partenaires (OEHC, CDA, Groupement des producteurs de fourrage et de céréales...). Cette opération d'investissement appelle 425 000 € de crédits de paiement pour 2021. De plus, il est prévu une opération de construction d'un hangar de stockage de matériels générant 90 000 € de dépenses, ainsi que l'assistance à maîtrise d'ouvrage liée au projet d'un hangar à fourrage avec un espace innovant de séchage évaluée à 20 000 € pour cet exercice.

✓ **Les autres dépenses - chapitres 26, 020 et 040 : 533 000 €**

Elles se composent :

- Des autres formes de participations financières pour 500 000 €, correspondant à la mobilisation des fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs leur permettant l'accès à des prêts d'honneur et de bénéficier de contre-garanties bancaires.

- Des stocks de fin d'exercice prévus dans les stations pour 33 000 €.

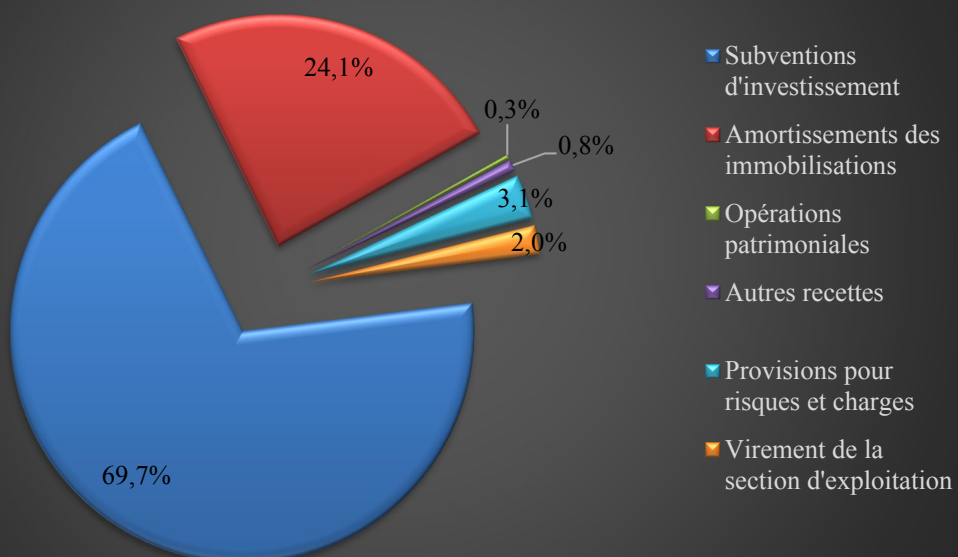
## 2) Les recettes

**LES RECETTES : 3 598 550 €**

Les recettes du Budget Principal comprennent :

Section d'investissement Budget principal Recettes	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020
Subventions d'investissement	5 942 000 €	2 507 558 €	- 57,8 %
Provisions pour risques et charges	100 000 €	110 000 €	10 %
Immobilisations incorporelles	15 000 €	10 000 €	- 33,3 %
Amortissements des immobilisations	799 000 €	869 000 €	8,8 %
Opérations pour le compte de tiers	333 000 €	0 €	- 100 %
Autres recettes	27 363 €	28 008 €	2,4 %
Virement de la section d'exploitation	0 €	73 984 €	-
<b>Total</b>	<b>7 216 363 €</b>	<b>3 598 550 €</b>	<b>- 50,1 %</b>

Répartition en % des recettes d'investissement BP 2021



Les recettes d'investissement diminuent de 3 617 813 € par rapport au budget primitif 2020 soit de - 50,1%.

Cette diminution de recettes, à l'instar de celle des dépenses citée plus haut, trouve essentiellement son explication dans la moindre mobilisation de subventions d'investissement en provenance de la CDC permettant de financer les opérations de dépenses réelles d'investissement. En effet, moins de crédits en 2021 ont été nécessaires en couverture de ces dépenses en lien avec la mise en place de la procédure en AP/CP, et avec un abondement des fonds de financement plus modéré au regard des prévisions d'engagements en provenance des outils de gestion dédiés. A cette explication s'ajoute la non mobilisation de financement pour ce budget concernant les opérations pour compte de tiers au regard d'un cadrage juridique nécessaire.

- **Les subventions d'investissement - chapitre 13 : 2 507 558 €**

En 2021, les immobilisations incorporelles, corporelles, en cours trouvent majoritairement leur financement sur des crédits en provenance de la Collectivité de Corse, soit 2 007 558 €. A cela il convient d'ajouter 500 000 € permettant de satisfaire les besoins émanant des fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs.

- **Le chapitre globalisé 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » comprend :**

- **Les provisions pour risques et charges - chapitre 15 : 110 000 €**

Ce poste qui trouve sa contrepartie en dépenses d'exploitation, est constitué par une provision au titre du Compte Epargne Temps ainsi qu'une provision pour litiges et contentieux dans le cadre de la passation d'un marché public de travaux.

- **Les amortissements des immobilisations - chapitre 28 : 869 000 €**

Le détail des amortissements par fiche d'inventaire est fourni en annexe du document budgétaire.

Les amortissements selon le type d'immobilisations se répartissent comme suit :

- \* Immobilisations incorporelles : 51 332 €
- \* Immobilisations corporelles : 817 668 €

- **Les autres recettes - chapitres 31 et 355 : 28 008 €**

Elles se composent des stocks initiaux d'aliments et de cheptel valorisés dans les stations pour 28 008 €.

- **Les opérations patrimoniales - chapitre 041 : 10 000 €**

Ce chapitre, qui correspond aux opérations patrimoniales, est constitué par la contrepartie des frais d'insertion.

- **Le virement de la section d'exploitation : 73 984 €**

L'équilibre de la section d'investissement nécessite un virement de la section d'exploitation de 73 984 €.

## I.4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER

### 1) Les dépenses

**LES DEPENSES : 21 340 250 €**

Le total des dépenses du Budget Annexe FEADER se décompose comme suit :

<b>Section d'exploitation Budget annexe FEADER Dépenses</b>	<b>Budget Primitif 2020</b>	<b>Budget Primitif 2021</b>	<b>Evolution BP 2021/ BP 2020</b>
<b>Charges de gestion courante-in- terventions</b>	19 822 000 €	20 689 500 €	<b>4,4%</b>
<b>Amortissements, provisions et autres</b>	413 500 €	650 750 €	<b>57,4%</b>
<b>Total</b>	<b>20 235 500 €</b>	<b>21 340 250 €</b>	<b>5,5%</b>

On notera que les opérations d'interventions au titre du Budget Annexe augmentent de 867 500 € soit en pourcentage de 4,4 %. Cette progression est légitime au regard de l'avancement du programme en atteinte de régime de croisière.

Le total des dépenses à hauteur de 21 340 250 €, se décompose ainsi :

- ✓ **Les autres charges de gestion courante-interventions - article 658** : 20 689 500 €.

Les aides accordées par l'Office aux exploitants agricoles et forestiers, aux acteurs en milieu rural et aux organismes de développement dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 sont détaillées dans la première partie du rapport.

- ✓ **Les charges exceptionnelles, dotations aux amortissements et aux provisions, et autres** : 650 750 €.

Ce poste est constitué de 635 750 € de remboursements de subventions prévus en faveur des financeurs suite à l'émission prévisionnelle d'ordres de reversement envers des bénéficiaires d'aides, de 15 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

## 2) Les recettes

### LES RECETTES : 21 340 250 €

Le total des recettes du Budget Annexe FEADER se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget annexe FEADER Recettes	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020
Autres produits de gestion courante-interventions	19 822 000 €	20 689 500 €	4,4%
Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres	413 500 €	650 750 €	57,4%
<b>Total</b>	<b>20 235 500 €</b>	<b>21 340 250 €</b>	<b>5,5%</b>

Le total des recettes s'élevant à un montant de 21 340 250 € se décline ci-après :

- ✓ **Les autres produits de gestion courante-interventions : 20 689 500 €.**

Ce chapitre est constitué par les ressources en provenance de l'Union Européenne via la MCFA afférentes au financement des opérations d'interventions et de développement au titre du programme FEADER 2014-2020.

- ✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres : 650 750 €.**

Ce poste se compose des ordres de reversement (en principal + intérêts) prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides (635 750 €) qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels, et de la neutralisation de la charge de reversement (15 000 €), suite à annulation prévue d'ordres de reversement, envers l'Etat membre au titre du programme FEADER correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

## I.5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER

Aucune opération en dépenses et recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe FEADER.